

Première Synthèses Informations

CONJONCTURE DE L'EMPLOI ET DU CHÔMAGE AU DEUXIÈME TRIMESTRE 2003

EMPLOI STABLE DANS UNE CROISSANCE CHAHUTÉE

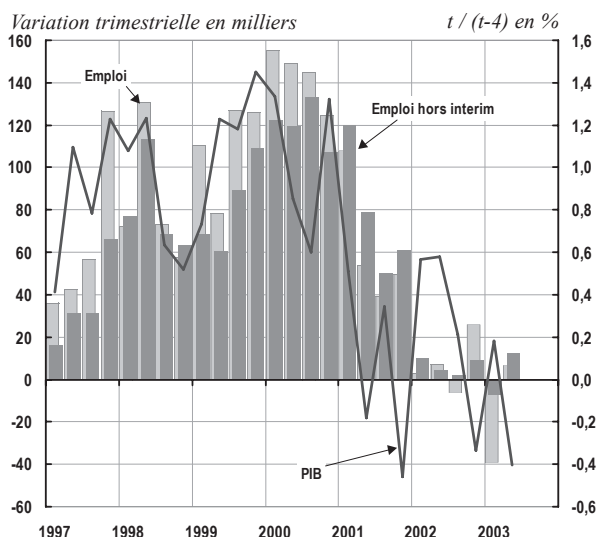
En France, la croissance économique du premier semestre a été inférieure aux prévisions : après un rebond en début d'année, le PIB enregistre une baisse de -0,3 % au deuxième trimestre 2003. Le ralentissement économique à l'œuvre depuis plus de deux ans s'est donc prolongé, comme chez la plupart de nos partenaires. Principalement impulsé par le secteur des services, et dans une moindre mesure par la construction, l'emploi résiste bien à l'absence de croissance, cependant que l'industrie ne parvient pas à s'extraire de la récession. Cette résistance de l'emploi a pour revers une stagnation de la productivité. Le chômage continue de croître, les salaires ralentissent et les difficultés de recrutement déclinent, témoignant de l'atonie persistante du marché du travail.

Croissance

L'activité économique a décliné au deuxième trimestre 2003 : -0,3 % (graphique 1). Ce recul n'illustre pas une entrée en récession mais s'inscrit dans le contexte d'une croissance trimestrielle chahutée, tout en étant atone : elle demeure sur sa tendance antérieure, s'inscrivant à 0,0 % en glissement annuel. Cette interprétation est renforcée par le fait que ce chiffre incorpore la baisse d'activité liée aux grèves du printemps.

La contraction de toutes les composantes de la demande au cours du trimestre souligne que les ménages sont de plus en plus affectés par le ralentissement, alors que les entreprises ne se sont

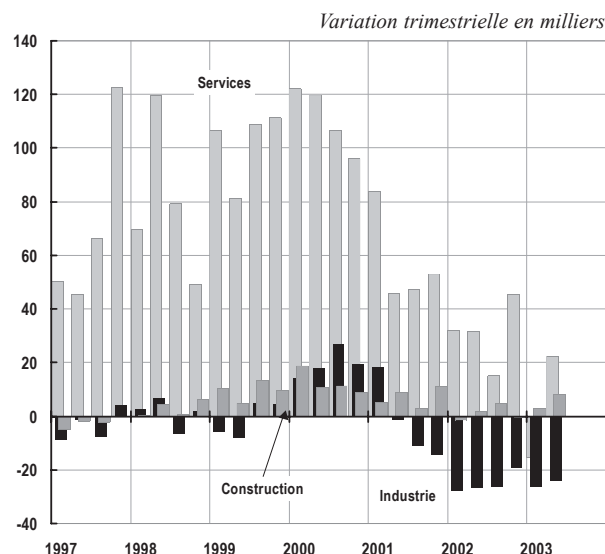
Graphique 1
Emploi concurrentiel et PIB marchand



Emploi sur l'échelle de gauche et PIB sur l'échelle de droite.

Sources : Dares, Insee, Unédic.

Graphique 2
Emploi salarié des secteurs concurrentiels



L'intérim est inclus dans les services et non pas ventilé dans les secteurs utilisateurs

Sources : Dares, Insee, Unédic.

pas encore redressées. Ceux-ci ont réduit leur consommation, même si le faible coût du crédit soutient l'investissement résidentiel ainsi que la consommation de certains biens durables. L'investissement des entreprises recule encore, ainsi que la formation de stocks. Comme depuis le début de 2003, les exportations se sont repliées sous l'effet conjugué d'une demande internationale ralentie et de l'appréciation de l'euro.

L'emploi

Les créations d'emplois de 2001 ont été revues en hausse, tandis que celles enregistrées en 2002 (-20 000) sont finalement moins nombreuses qu'escompté (1). Rétrospectivement, le ralentissement de l'emploi apparaît donc beaucoup plus brutal, sous l'effet de deux chocs successifs : l'un au deuxième trimestre 2001, qui coïncide avec le retournement du cycle économique, l'autre au début de 2002, qui traduit la forte dégradation des anticipations consécutive aux attentats de septembre 2001 (graphique 1).

Au cours du deuxième trimestre 2003, le secteur marchand renoue cependant avec des créations d'emplois : +7 000 emplois ont été créés ce trimestre, après -39 000 suppressions de postes au premier trimestre. Il en résulte une quasi-stabilité de l'emploi sur un an (-0,1 % en glissement annuel), seulement troublée au tournant de 2002-2003 par des fluctuations de l'emploi dans l'intérim (graphiques 2 et 3). Au-delà de ces à-coups, les effectifs d'intérimaires diminuent de -6 000 ce trimestre, confirmant leur tendance déclinante, avec -4,9 % en glissement annuel.

L'industrie continue de détruire des emplois, à un rythme voisin de -20 000 par trimestre (hors intérim). À l'exception de l'automobile (stable ce trimestre, et -0,7 % en glissement annuel), l'emploi industriel se replie dans tous les secteurs, en particulier les biens d'équipement (-1,0 % au deuxième trimestre, -3,0 % sur un an). Dans les services marchands l'emploi progresse, mais avec toujours aussi peu de vigueur : +14 000 postes. Les services aux particuliers (+8 000) et aux entre-

prises (+5 000) expliquent l'essentiel de cette progression. Une perspective plus longue révèle un panorama différent : la croissance des services aux particuliers ralentit tout en demeurant soutenue (+1,6 % sur un an), tandis que les suppressions d'emplois dans l'intérim (-29 000) pèsent sur les services aux entreprises (+0,0 % en un an). Le secteur des transports poursuit une croissance ininterrompue depuis 1997, tandis que les activités de services immobiliers et financiers déclinent avec le cycle d'activité.

Les créations d'emplois dans le secteur de la construction demeurent dynamiques : avec +8 000 emplois ce trimestre, ce dernier tire les dividendes d'anticipations favorables des agents dans les travaux publics et la construction immobilière, parvenant à une progression de +1,2 % sur l'année.

Les autres emplois, parmi lesquels les emplois publics, qui avaient été dynamiques en 2002, sont toujours en progression mais

(1) - Ces modifications correspondent à la révision annuelle des comptes de l'emploi lorsque les statistiques définitives de l'Unédic sont publiées.

Tableau 1
De l'emploi salarié des secteurs concurrentiels à l'emploi total

Unités : milliers / cvs	2003		2002				2003				2002	2003
	T2	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T/(T-4)		
Catégorie	Niveau		Variation trimestrielle								%	
Secteurs concurrentiels (1)	15 443	2	7	-6	26	-39	7				0,6	-0,1
dont : Industrie	4 011	-28	-27	-26	-19	-26	-24				-1,9	-2,3
Construction	1 281	-2	2	5	-0	3	8				1,2	1,2
Tertiaire	10 151	32	32	15	45	-15	23				1,7	0,7
Dont intérim		-7	+3	-8	+17	-32	-6				-4,4	-4,9
Non-marchand aidé (2)	452	3	10	3	-22	-24	-13				2,6	-10,9
Autres (3)	8 722	18	15	15	18	7	7				0,6	0,3
Emploi total	24 617	24	32	12	21	-55	1				0,7	-0,2

(1) - Secteurs concurrentiels non agricoles (EB-EP).

(2) - Contrats emploi-solidarité (CES), Contrats emploi consolidé (CEC), Contrat emploi ville (CEV) et Emplois jeune.

(3) - Salariés de l'agriculture, salariés et emplois non aidés de l'administration, de l'éducation, de la santé et de l'action sociale, non salariés de tous les secteurs.

Sources : Dares, Insee, Unédic.

de plus en plus ralentie : +7 000 sur la période. Les emplois aidés dans le secteur non marchand contribuent négativement à l'emploi total, expliquant -13 000 suppressions d'emplois au cours du trimestre, après -24 000 lors du trimestre précédent. Finalement, l'emploi total est stable au cours du trimestre (+1 000) mais en baisse de -0,2 % en glissement annuel.

La productivité

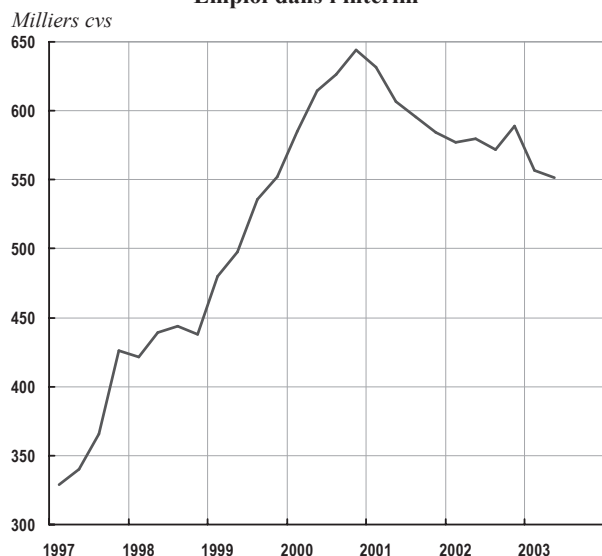
La combinaison d'une croissance négative et de la stabilité de

l'emploi engendre mécaniquement une diminution de la productivité par tête au cours du deuxième trimestre (graphique 4). Celle-ci renoue ainsi avec une baisse en glissement annuel, au rythme de -0,3 %. Comme la durée du travail s'est quasiment stabilisée depuis un an, la productivité horaire évolue de façon identique. L'évolution de la productivité peut laisser penser que les effectifs ne se sont pas ajustés au ralentissement économique

Salaires

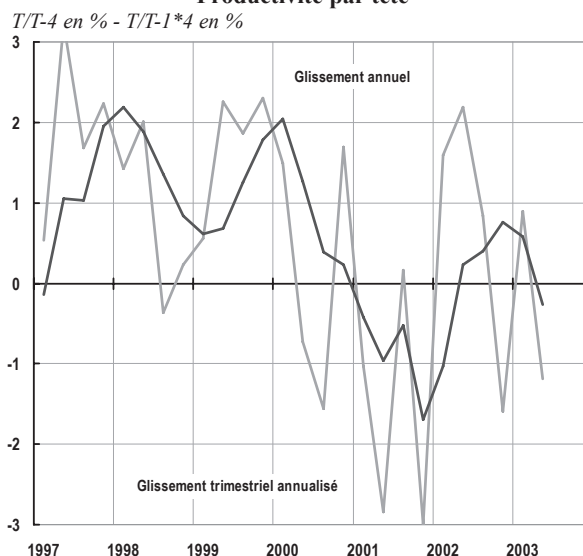
Les pertes de pouvoir d'achat observées au premier trimestre ne se sont pas poursuivies. En effet, après une poussée d'inflation en début d'année, les prix ont reflué au second trimestre 2003 (graphique 5). L'évolution nominale des salaires poursuit son ralentissement : le salaire horaire s'inscrit à +2,7 % en glissement annuel, le salaire mensuel de base à +2,4 %, et le salaire mensuel de base ouvrier à +2,5 %. Au total, le premier semestre se solde par un faible gain net de pouvoir d'achat des

Graphique 3
Emploi dans l'intérim



Sources : Dares (Acemo), Insee.

Graphique 4
Productivité par tête



Champ : secteurs concurrentiels non agricoles.

Sources : Dares, Insee, Unédic.

salaires, de l'ordre de 0,1 point. (tableau 2)

La revalorisation du SMIC au 1^{er} juillet 2003 ne fera sentir ses effets qu'au troisième trimestre seulement. Pour l'heure, la baisse de la durée du travail trouve encore un écho dans la progression annuelle du salaire horaire, puisque le SHBO (+2,7 %) progresse encore de 0,2 point de plus que le SMBO (+2,5 %). Mais, depuis le dernier trimestre 2002, les évolutions des salaires horaires et mensuels des ouvriers sont strictement identiques (tableau 2).

Ces évolutions salariales reflètent bien l'état de la conjoncture et du marché du travail : atonie de l'emploi et montée du chômage exercent un effet modérateur, en

dépité d'une inflation plus soutenue qu'anticipé. Elles coïncident également avec une détente toujours plus prononcée des difficultés de recrutement, qui continuent de se réduire nettement dans les services et l'industrie, tandis qu'elles demeurent stables dans le bâtiment (graphique 6).

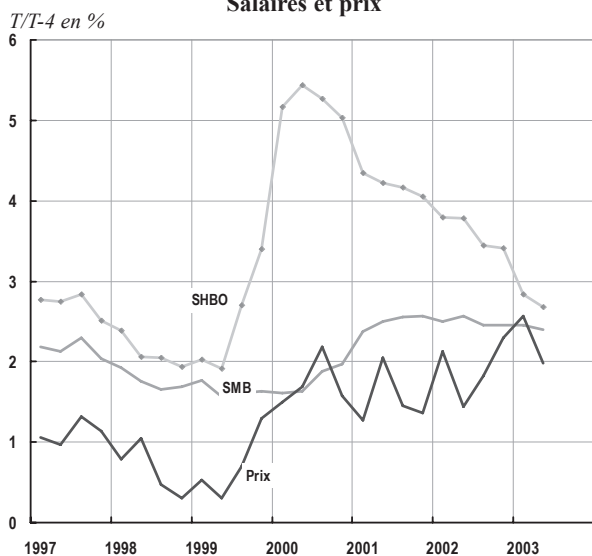
La politique de l'emploi

Le repli des entrées dans l'ensemble des dispositifs spécifiques de politiques de l'emploi se poursuit : -8,6 % en glissement annuel, ce qui se traduit par une baisse de -11,6 % des effectifs de bénéficiaires. Par ailleurs, la politique de l'emploi se réoriente vers le secteur marchand, où les nouveaux bénéficiaires progressent

de 14,8 % en un an (sous l'effet, notamment, du déploiement du Contrat jeune en entreprise), les entrées dans les dispositifs destinés au secteur non marchand étant en recul de -20,7 % (tableau 3).

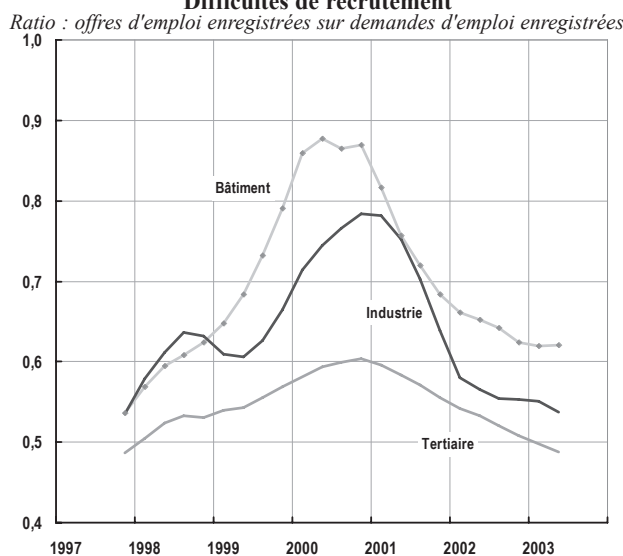
Le recul des *contrats emploi-solidarité* (CES) s'intensifie : les bénéficiaires de cette mesure ne sont plus que 134 000 à la fin du deuxième trimestre 2003, soit -18,4 % de moins qu'à la même période de 2002, après -12,6 % au premier trimestre ; en dépit d'un renforcement des enveloppes de crédits depuis le vote de la Loi de finances 2003, les entrées en CES des trois derniers mois restent inférieures de -20,2 % à l'année dernière. Une évolution similaire, mais d'ampleur moindre, affecte les *contrats emploi consolidé*. Les

Graphique 5
Salaires et prix



Sources : Dares, Insee.

Graphique 6
Difficultés de recrutement



Les intitulés ne recouvrent pas des secteurs d'activité mais des familles professionnelles
Sources : Anpe, Dares.

Tableau 2
Évolutions des salaires de base et des prix

Variation en %	2002				2003				2002	2003
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	Croissance	T/(T-4)
Variation trimestrielle en %										%
Salairé Horaire de Base Ouvrier	1,4	0,7	0,8	0,5	0,8	0,6			3,8	2,7
Salairé Mensuel de Base Ouvrier	0,8	0,5	0,7	0,5	0,8	0,6			2,7	2,5
Salairé Mensuel de Base	0,8	0,6	0,6	0,4	0,8	0,5			2,6	2,4
Prix	1,1	0,5	0,4	0,4	1,3	-0,1			1,4	2,0

Sources : Dares, Insee.

Tableau 3
Les dispositifs spécifiques de politique de l'emploi

France métropolitaine Données brutes, au 15 septembre 2003 Milliers et %	Flux			Stock	Variations du stock			
	2002	2003	T/(T-4)	2003	T1	T2	T3	T4
	Entrées en T2			T2	T/(T-4) en %			
Emplois aidés dans le secteur marchand (1)	91	104	14,8	1 061	-16,3	-15,3		
dont : Abaissement de coûts salariaux	33	46	41,7	439	-30,5	-28,9		
Abattement temps partiel	17	0	--	177	-44,0	-46,8		
Exonérations pour l'embauche de salariés	3	3	-1,3	36	-59,8	-65,6		
Contrat initiative emploi	13	14	5,9	145	-22,2	-19,5		
Contrat Jeune en entreprise	-	30	++	81	++	++		
Formations en alternance	46	47	2,3	551	-3,2	-3,7		
Contrat d'apprentissage	15	14	-9,5	353	0,4	-0,5		
Contrat de qualification	16	17	3,8	151	-6,2	-8,0		
Contrat de qualification adulte	2	3	41,4	10	6,4	0,8		
Contrat d'adaptation ou d'orientation	13	14	8,0	37	-22,5	-15,3		
Emplois aidés dans le secteur non marchand	126	100	-20,7	457	-6,7	-11,1		
dont : Contrats Emploi-Solidarité	78	62	-20,2	134	-12,6	-18,4		
Contrats Emploi Consolidés (2)	35	31	-10,2	133	-0,9	-2,8		
Contrats Emploi Jeunes	14	7	-49,1	190	-5,8	-10,7		
Actions d'insertion et de formation adultes	40	35	-13,6	26	-45,4	-25,2		
dont : Stages d'Insertion et de Formation à l'Emploi (a)	37	31	-15,4	25	-47,0	-26,1		
Stages d'Accès à l'Entreprise (a)	3	4	7,0	1	-14,3	3,2		
Accompagnement des restructurations	14	9	-34,3	110	2,6	5,9		
dont : Préretraites Allocations Spéciales FNE (b)	2	2	1,6	33	-18,9	-16,6		
Préretraites Progressives (b)	3	2	7,4	48	11,5	10,6		
Cessation anticipée de travailleurs salariés (3)	2	3	++	23	98,6	82,2		
Allocation de remplacement pour l'emploi (b)	0	0	--	25	-54,4	-53,8		
Dispenses de recherche d'emploi	-	-	-	381	2,6	2,4		
Ensemble (4)	271	248	-8,6	2 060	-12,0	-11,6		
Trajet d'accès à l'emploi - TRACE (4)	20	17	-13,6	108	-3,0	-13,6		

(1) - Y compris insertion par l'économie et aide à la création d'emploi et d'activité.

(2) - Source Cnasea.

(3) - Source Dares.

(4) - Le total général ne comprend pas TRACE, ce dispositif regroupant des bénéficiaires passés dans diverses mesures.

Tous les flux d'entrées correspondent à des embauches ou des contrats signés, sauf : (a) entrées en stage ; (b) premiers paiements.

Sources : Dares, Cnasea, Anpe, Unédic, Ministère de l'Éducation Nationale, Ministère de l'Intérieur.

emplois jeunes (CEC) sont également en retrait, mais de manière moins vive qu'anticipé, grâce aux différentes modalités de prorogation dont peuvent bénéficier certains contrats (durée maximale portée de 5 à 8 ans), et qui permettent 7200 entrées dans ce dispositifs au cours du trimestre. Les effectifs de bénéficiaires d'emplois jeunes accentuent cependant leur recul, -10,7 % en un an, après -5,8 % au premier trimestre 2003.

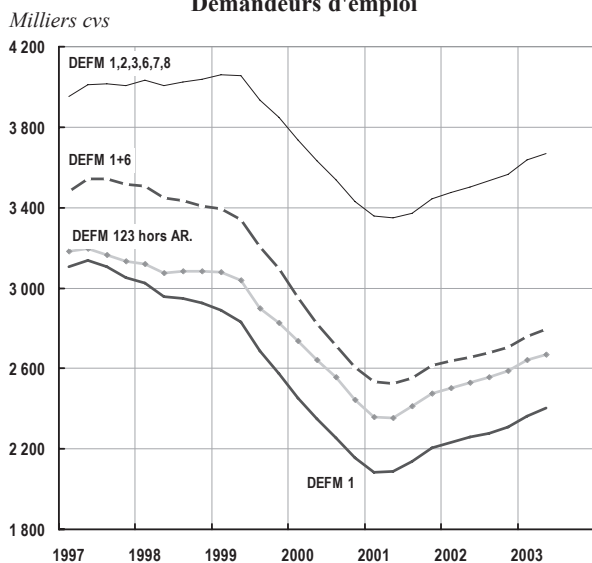
En contrepartie, les mesures orientées vers le secteur marchand concernent un nombre croissant de bénéficiaires, alors même que la conjoncture économique dégradée ne favorise pas les embauches, même dans le cadre de ces aides : les nouveaux entrants en dispositifs sont 104 000 ce trimestre,

soit +14,8 %, plus nombreux qu'il y a un an. Les entrées dans la mesure de *contrat jeune en entreprise* (30 000) expliquent en grande partie cette hausse. Les autres mesures, *contrats initiative emploi* et les *zones de revitalisation rurales* ou *urbaines*, connaissent désormais un rythme d'entrées stable, mais une chute encore vive des effectifs de bénéficiaires (respectivement -19,5 % et -65,6 %), témoignant principalement des très fortes baisses enregistrées dans le courant de 2002. Les formations en alternance bénéficient d'entrées en légère hausse sur un an, principalement en raison de la montée des *contrats de qualification adulte* (+41,6 %). La baisse des entrées en *contrat d'apprentissage* est sensible (-9,5 %), même si cette

période de fin d'année scolaire enregistre traditionnellement de faibles volumes ; l'effectif de bénéficiaires diminue pour la première fois depuis 1997.

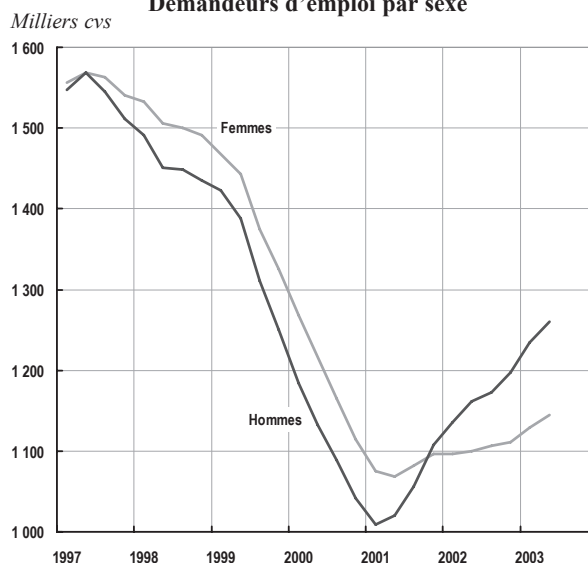
Les *stage d'insertion et de formation à l'emploi* individuels et collectifs sont aussi en repli (les entrées baissent de -15,4 % sur un an), tandis que les *stages d'accès à l'entreprise* progressent de +7,0 %, mais sur de faibles volumes. Les dispositifs d'accompagnement des restructurations baissent de -34,3 %, mais ce recul provient de l'arrêt de différentes mesures relevant du FNE ; ceux qui demeurent actifs progressent sensiblement, tant pour les *préretraites progressives* (+7,4 % d'entrées pour un effectif en croissance de +10,6 %) que pour les *cessations anticipées d'activité*

Graphique 7
Demandeurs d'emploi



Sources : Dares, Anpe.

Graphique 8
Demandeurs d'emploi par sexe



Champ : DEFM 1.

Sources : Dares, Anpe.

salariée dont les entrées (+115,6 %) et le nombre total de bénéficiaires (+82,2 %) doublent en un an. Les dispenses de recherche d'emploi sont encore en progression, de +2,4 % depuis un an, après +2,6 % au trimestre précédent, contribuant à limiter la hausse du chômage.

Le chômage

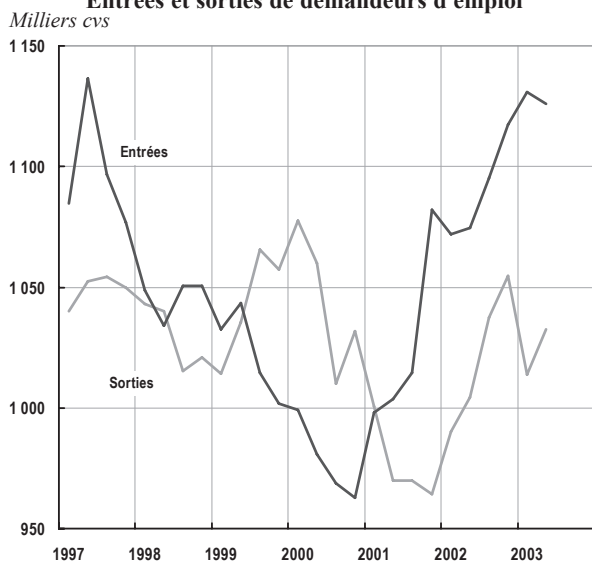
Le chômage a continué d'augmenter au deuxième trimestre 2003, mais à un rythme légèrement

moins qu'en début d'année: le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie 1 s'est accru de +41 000, au lieu de +55 000 au premier trimestre. Il ralentit pour la plupart des catégories, certaines évoluant même à la baisse, comme les DEFM 6, dont le recul de -6 700 d'un trimestre à l'autre témoigne d'une diminution des opportunités de travailler dans le cadre d'activité réduite de plus de 78 heures. Le taux de chômage s'accroît quant à lui de +0,1 point

au deuxième trimestre et de +0,5 point en un an.

Le nombre de femmes inscrites en DEFM 1, qui était demeuré très contenu jusqu'à la fin de 2002, s'inscrit nettement en hausse depuis le début de l'année. Toutefois, le nombre des hommes demandeurs d'emploi (+25 000) continue de progresser plus rapidement que celui des femmes (+16 000), ce qui entraîne une différence cumulée dépassant les 140 000 personnes depuis la fin de

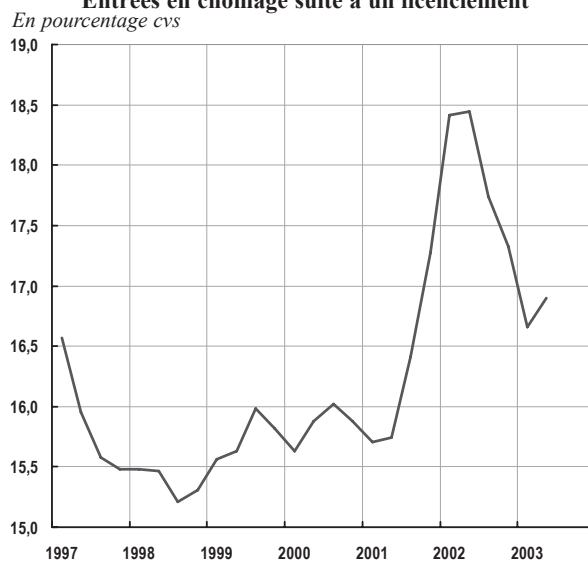
Graphique 9
Entrées et sorties de demandeurs d'emploi



Champ DEFM 1, cvs.

Sources : Dares, Anpe.

Graphique 10
Entrées en chômage suite à un licenciement



Entrées suite à un licenciement économique ou individuel en % du total des entrées au chômage

Sources : Dares, Anpe.

Tableau 4
Demandeurs d'emploi par catégories et selon l'ancienneté au chômage

Unités : milliers/cvs % pour le taux BIT	2003		2002				2003				2002	2003
	T2	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	Croissance T/(T-4)	%	
Catégorie	Niveau		Variation trimestrielle									
DEFM 1	2 404	28	29	18	30	55	41				8,2	6,3
DEFM 1+6	2 793	25	15	26	28	52	34				5,1	5,3
DEFM 1+2+3 hors AR (1)	2 669	24	30	27	28	58	25				7,5	5,5
DEFM 1+2+3+6+7+8	3 670	31	24	32	32	71	35				4,5	4,8
Taux de chômage BIT (pt)		8,9	9,0	9,1	9,3	9,4	9,5				0,4	0,5
Chômeurs longue durée de catégorie 1												
1 à 2 ans d'ancienneté	442	10	10	11	13	14	14				9,8	13,5
2 à 3 ans d'ancienneté	141	-2	-1	0	3	5	5				-4,7	9,9
> 3 ans d'ancienneté	122	-6	-6	-5	-4	-3	-3				-15,1	-11,3
Ensemble des CLD	707	2	3	6	12	16	16				0,7	7,7

Les demandes d'emploi de catégories 1 à 3 recensent les personnes n'ayant pas exercé une activité réduite de plus de 78 heures dans le mois, et qui souhaitent un contrat à durée indéterminée à temps plein (Cat. 1), à durée indéterminée à temps partiel (Cat. 2) ou à durée déterminée (Cat. 3). De façon analogue, les demandes d'emploi de catégorie 6 à 8 recensent les personnes ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures dans le mois, selon le type de contrat envisagé : CDI à temps plein (Cat. 6), CDI à temps partiel (Cat. 7) ou CDD (Cat. 8).

Sources : Dares, Anpe.

2001, date à laquelle les effectifs d'hommes inscrits à l'ANPE ont dépassé ceux des femmes (graphique 8).

Le chômage de longue durée augmente encore fortement, avec +16 000 personnes de plus au deuxième trimestre (tableau 4). Il enregistre la dégradation continue du chômage depuis maintenant près de deux ans. Les personnes inscrites depuis plus d' 1 an et moins de 2 ans voient leur nombre augmenter vivement, tout comme celles présentes depuis 2 à 3 ans, avec un décalage mécanique d'en-

viron 1 an. Seule la catégorie des demandeurs d'emploi inscrits depuis plus de 3 ans continue de porter la trace de la contraction du chômage qui prévalait avant 2001.

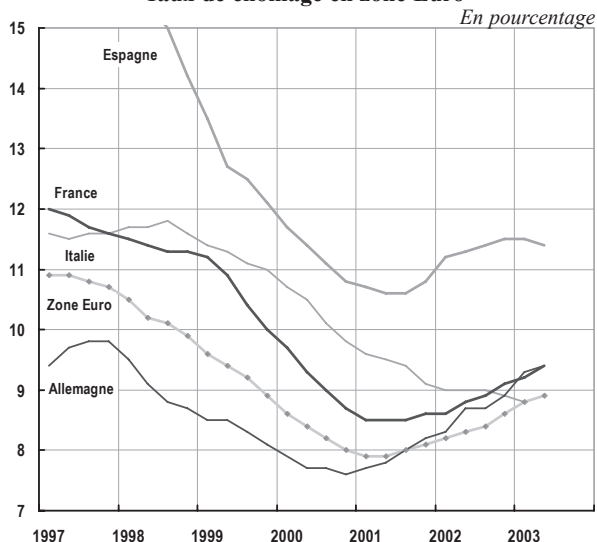
Les sorties du chômage s'accroissent légèrement au cours du deuxième trimestre mais demeurent faibles, confirmant le peu de dynamisme de l'emploi. La tendance des entrées n'est pas inversée, mais ne s'aggrave pas : elles conservent le même niveau au cours des trois derniers trimestres. La part observée des entrées au chômage pour cause de licenciement se stabilise à près de 17 %, sans accuser non plus d'aggravation. La conjugaison de ces indicateurs reflète assez fidèlement le statu-quo dans l'évolution de l'emploi au cours du trimestre.

ment se stabilise à près de 17 %, sans accuser non plus d'aggravation. La conjugaison de ces indicateurs reflète assez fidèlement le statu-quo dans l'évolution de l'emploi au cours du trimestre.

En Europe et dans le monde

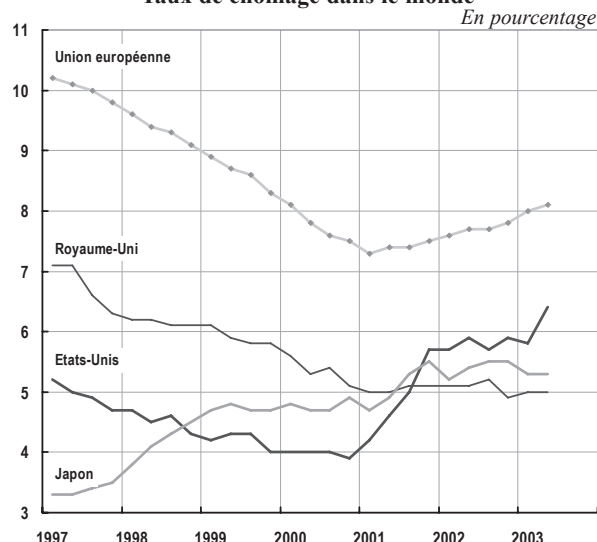
En Europe, la situation conjoncturelle s'est dégradée parallèlement à celle de la France. Le taux de chômage y a également évolué de manière assez proche : dans la zone Euro comme dans l'Union européenne, il marque cependant une légère inflexion

Graphique 11
Taux de chômage en zone Euro



Source : Eurostat.

Graphique 12
Taux de chômage dans le monde



Source : Eurostat.

par rapport à son accélération du trimestre précédent, pause que l'on ne retrouve pas en France (graphiques 11 et 12).

Cette situation résulte cependant d'évolutions toujours assez contrastées entre l'Espagne, dont la croissance est forte et qui parvient à enregistrer une baisse de son chômage de 0,1 point, et les autres pays où il continue d'augmenter. Hors de la zone Euro, le Royaume-Uni connaît toujours un chômage stable à 5 %.

Dans le reste du Monde, c'est l'évolution du chômage aux États-

Unis qui retient l'attention au cours de ce trimestre : avec 6,4 %, il dépasse nettement la barre de 6 %, qui n'avait été franchie que sporadiquement au cours de l'année 2002, mais jamais durant un trimestre complet (graphique 12). Cette nouvelle dégradation se produit en même temps qu'apparaissent certains signes de reprise outre-atlantique, le PIB progressant de plus de 3 % en rythme annuel au deuxième trimestre. Cette évolution du chômage américain trouve son pendant dans celle d'un emploi qui se dégrade ;

elle se reflète également dans les gains de productivité qui se redressent vigoureusement, permettant un rétablissement rapide des marges, de la situation financière des entreprises. Elle coïncide avec un ralentissement sensible de l'inflation. Au Japon, où depuis quelques mois les indicateurs d'activité et de confiance ont cessé de se détériorer, le chômage a cessé de progresser.

Dares*

*Cette synthèse conjoncturelle est réalisée à la Dares par une équipe animée par Bruno Coquet et François Brunet, composée de Abdenor Brahami, Geneviève Canceill, Karl Even, Edouard Fabre, Hélène Fréchou, Stéphanie Jamet, Stéphane Jugnot, Xavier Viney.

Références

- Dares [2003], « Conjoncture de l'emploi et du chômage au 1^{er} trimestre 2003 : Au creux de la vague ? » *Premières Informations*, n°27.3, juillet.
Fabre E. Fréchou H. [2003], « Évolution de l'emploi salarié au 2^{ème} trimestre 2003 : un emploi atone » *Premières Informations*, n°38.3., mai.
Fréchou H. [2003], « L'interim au 1^{er} trimestre 2003 : baisse dans le tertiaire » *Premières Informations*, n°36.2, septembre.

PREMIÈRES INFORMATIONS et PREMIÈRES SYNTHÈSES sont éditées par le Ministère des affaires sociales, du travail et de la solidarité, Direction de l'animation de la recherche des études et des statistiques (DARES) 39-43, quai André Citroën, 75902 Paris Cedex 15. Tél. : 01.44.38.23.11 ou 23.14. Télécopie : 01.44.38.24.43. www.travail.gouv.fr (Rubrique Études et Statistiques) - Directeur de la publication : Annie Fouquet.
Secrétariat de rédaction : Evelyn Ferreira et Francine Tabaton. Maquettistes : Daniel Lepasant, Guy Barbut, Thierry Duret. Conception graphique : Ministère des affaires sociales, du travail et de la solidarité. Flashage : AMC, Paris. Reprographie : DARES.
Abonnements : *La Documentation Française*, 124 rue Henri Barbusse 93308 Aubervilliers Cedex. Tél. : 01.40.15.70.00. Télécopie : 01.40.15.68.00 - www.ladocumentationfrancaise.fr
PREMIÈRES INFORMATIONS et PREMIÈRES SYNTHÈSES - Abonnement 1 an (52 n°) : France (TTC) 112 €, CEE (TTC) 118,10 €, hors CEE (TTC) 120,20 €. Publicité : Ministère des affaires sociales, du travail et de la solidarité. Dépôt légal : à parution. Numéro de commission paritaire : 3124 AD. ISSN 1253 - 1545.